

Grandir au cirque

PAGES 10 ET 11

Municipales,
paroles de
communicants

PAGE 6

Ça patine
chez Ford

PAGE 5

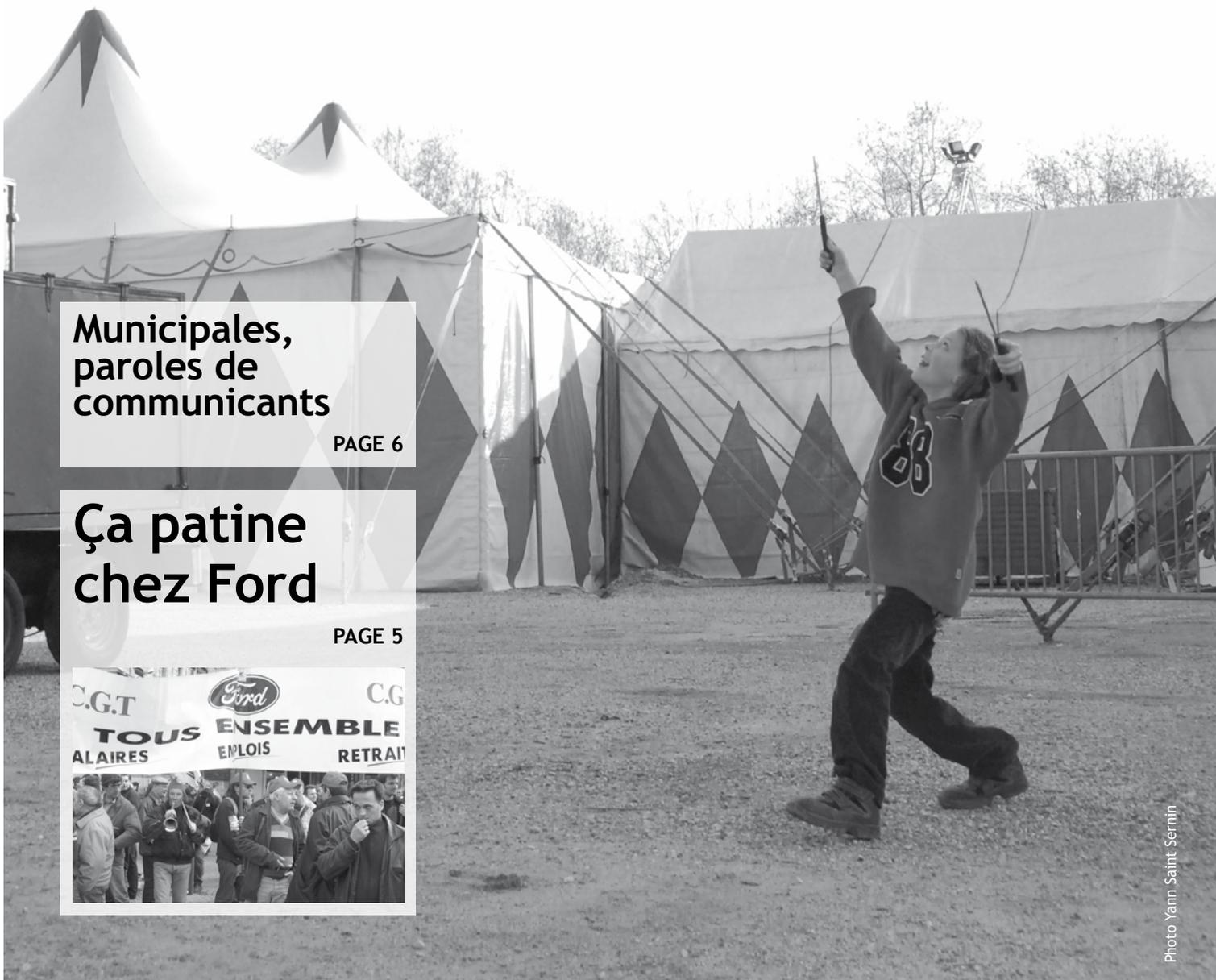


Photo Yann Saint-Sermin

Un "CDI" en guise de CDD contrat à durée incertaine

Les négociations sur la modernisation du marché du travail viennent de s'achever sous l'égide de Xavier Bertrand, le ministre du Travail. *Imprimatur* revient sur le contrat à durée déterminée à objet défini et donne la parole à Bertrand Demier de la CGPME (le syndicat patronal des petites et moyennes entreprises), signataire de l'accord, et à Lydie Delmas, de la CGT, qui le rejette.

Imprimatur : Quel bilan tirez-vous des négociations ?
Lydie Delmas : Elles ont montré qu'aujourd'hui, les syndicats en sont réduits à limiter les dégâts. Les négociations n'ont certainement pas marqué la modernisation du dialogue social. La collusion entre le gouvernement et les organisations patronales était évidente. La pression était énorme.

Bertrand Demier : Pour moi, on assiste à une vraie modernisation du dialogue social. Les négociations entre syndicats patronaux et salariés ont été équilibrées. Il est vrai qu'il y a eu une forte pression du gouvernement, qui menaçait de légiférer sans nous. Mais au final, cela a été très stimulant et nous a forcés à trouver un accord.

Qui ce contrat concerne-t-il ?
LD : Tout le monde. Tous les professionnels déjà touchés par l'intérim et la sous-traitance. Les ingénieurs de l'aéronautique, de la construction automobile, du bâtiment. Mais aussi les cadres de la fonction publique, de France Télécom ou de la Poste. On peut légitimement craindre que ce contrat destiné aux cadres soit généralisé à tous les employés.
BD : Je pense qu'il sera utilisé principalement dans les sociétés de services informatiques, le secteur de la recherche, pour les



missions d'export, l'innovation. Ce contrat permettra aux jeunes ingénieurs de faire leurs preuves, et redonnera une chance à certains cadres.

Ce contrat « à objet défini » est-il un contrat précaire ?
LD : C'est un CDD à durée incertaine. Par ailleurs, même s'il n'est pas renouvelable dans une entreprise donnée, il ouvre la voie à un emploi des cadres par intermittence, sans les garanties qui vont avec. Et contrairement à ce qui est dit, le droit à la formation, par exemple, est soumis à de nombreuses conditions.
BD : En fait, on ne peut pas faire n'importe quoi. Il faut voir le contrat à objet défini comme un tremplin vers le CDI. De toute façon, le salarié connaîtra au moins deux mois à l'avance la date de la fin de son engagement. Il pourra mettre ce temps à profit pour se former au sein de son entreprise, et chercher un nouvel emploi. Et puis, ce

subordination du salarié à l'employeur et facilite le licenciement, en évitant au maximum les complications administratives et les recours aux prud'hommes. Il renforce la croyance que la stabilité est un frein à la compétitivité. Il brouille la frontière entre CDD et CDI. C'est un premier pas vers le contrat de travail unique.
BD : Ce n'est pas la mesure phare de l'accord, il n'est pas fondamentalement révolutionnaire. C'est plutôt la symbolique qui est importante.

contrat ne peut pas être renouvelé, ce qui doit empêcher les abus.

Le contrat à objet défini est censé favoriser la performance...
LD : Comment un salarié peut-il être performant s'il doit, pendant sa mission, chercher la suivante ? Ce contrat est une aberration économique et sociale. Il empêche toute projection, sur le plan professionnel comme sur le plan personnel.
BD : La performance, c'est aussi celle de l'entreprise. L'accord va inciter les chefs d'entreprise à innover, sans craindre les complications du licenciement. Oui, le contrat est une forme de période d'essai. Mais si un salarié est performant, il a des chances de se voir proposer un CDI.

Le nouveau CDD est-il une mesure importante de l'accord ?
LD : Il institutionnalise la précarité. Il affirme le rapport de

CE QUE DIT LE TEXTE
Le contrat touche les ingénieurs et les cadres. Il s'achève quand le projet qui le motive est réalisé. Sa durée, approximativement indiquée dans le contrat, doit être située entre 18 et 36 mois. Le contrat est institué à titre expérimental. Un comité de suivi se réunira tous les six mois pendant trois ans pour évaluer son utilité. Il est subordonné à des accords de branche ou, à défaut, d'entreprise.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CATHY COLIN, ANTOINE MAIRÉ
ET JEAN-CHRISTOPHE WASNER

français sont pris en otage, pleins feux sur le Niger, jackpot ! Ce pays jusque-là ignoré finit donc l'année en tête du classement. Mais 2008 pourrait voir la tendance s'inverser. On n'est pas à l'abri d'un coup d'Etat à Haïti, d'un génocide au Kenya ou bien d'inondations meurtrières au Bangladesh... Ah non, ça, il y en a tout le temps, aucun intérêt médiatique. Bref, la course au PPPM (pays le plus pauvre du monde) sera serrée, mais il faudra du spectaculaire bien télévisuel pour rafler la mise. L'Indonésie l'avait bien compris en décembre 2004. Sauf que vague de dons oblige, l'Indonésie s'est éloigné de la tête du classement : c'est bon, on a donné, merci, au revoir. Encore heureux que le Niger ne soit pas au bord de la mer.

ANTOINE MAIRÉ

Billet Une guerre civile, une situation sanitaire et économique déplorable. Ça se passe au Niger. Ça se passe aussi dans de nombreux autres pays. Oui mais le Niger est le pays le plus pauvre du monde, comme le déclarait le week-end dernier une journaliste sur i-Télé. Voilà une raison très objective de s'intéresser à un pays plutôt qu'à un autre. La belle affaire. Comme s'il fallait atteindre la première place d'un classement loufoque pour attirer l'intérêt de l'Occident, que dis-je, pour obtenir la compassion médiatique des riches. Oh, il y a bien des indicateurs réels, l'IDH (indice de développement humain) ou l'IPH (indice de pauvreté humaine). Mais il semble que ce soit l'IIMN qui prévaut (indice d'intérêt médiatique nauséabond). Fin 2007, deux journalistes

Des travaux qui n'en finissent pas

La restauration de l'église Saint-Michel semble interminable. Normal, les contraintes budgétaires sont multiples et le secteur manque de professionnels compétents.

Victime de la pollution et des outrages du temps, l'église Saint-Michel fait l'objet d'une attention particulière. C'est l'un des cinquante-trois sites classés monument historique de la ville. Cette année, la basilique Saint-Michel reçoit un peu plus de 350 000 € pour poursuivre son toilettage. Débutés il y a déjà 36 ans, les travaux ne seront pas achevés avant la fin 2010. Délaissé durant les deux derniers mandats de Jacques Chaban-Delmas, l'édifice a suscité un regain d'intérêt avec l'arrivée d'Alain Juppé à la mairie. Actuellement, la restauration se concentre sur l'église. Il y a déjà deux ans que Dominique Leglise, vérificateur des Monuments historiques, contrôle les travaux du chevet : « Les sommes allouées sont à peu près les mêmes d'une année sur l'autre. A nous de nous débrouiller. Chaque année, un diagnostic établit l'urgence à traiter ». Mais il n'y a pas que



Le porche de l'église Saint-Michel attendra son tour. Photo Laura Huyghe

les moyens financiers qui posent problème.

UN MANQUE FLAGRANT DE PROFESSIONNELS
« Même si on nous accordait 20 millions d'euros d'un coup, on n'y arriverait pas ! Il n'y a pas assez d'entreprises disponibles, » se désole François Gondran. Cet architecte des Bâtiments de France suit le dos-

sier Saint-Michel. Pour lui, les artisans compétents manquent et la formation des jeunes est insuffisante : « On ne s'improvise pas maçon travailleur de pierre ». La création d'un bac professionnel Bâti ancien pourrait inverser la tendance, mais l'architecte reconnaît que les métiers du patrimoine attirent peu les jeunes. Résultat, le secteur manque d'entreprises

performantes. Même constat pour Dominique Leglise. Il s'attache à la transmission des savoirs par les artisans plus âgés avant leur départ à la retraite. Comme l'ensemble des professionnels du patrimoine, il souhaite que les collectivités locales puissent s'impliquer davantage dans la restauration des monuments historiques.
AMÉLIE BARON

Etiquettes : alimentaire, mon cher Watson

Le monde enchanté des étiquettes nutritionnelles cache parfois des vérités qui peuvent laisser rêveur. L'atelier « Savoir lire les étiquettes » organisé lundi par la Maison du diabète a offert au public une traduction étonnante d'un jargon que l'on a généralement du mal à décrypter.

L'E120 EST UNE CHENILLE
Au pays merveilleux de la nutrition, l'agent E120 se voit attribuer une tâche singulière : colorer nos aliments en rouge carmin. Pour ce faire, c'est très simple : prenez une cochenille mexicaine femelle, broyez-la,

vous obtiendrez une poudre qui rehaussera vos soupes à la tomate. Si la tâche vous rebute, achetez tout-fait : l'industrie agroalimentaire s'en charge pour vous. Oh, et tant qu'on y est : ces petits ours guimauve-chocolat que vous affectionnez tant... oubliez-les. A moins que vous ne vous autorisiez la gélatine de porc et de bœuf.

LE PRODUIT DE L'ANNÉE N'EST PAS CELUI QU'ON CROIT
« Elu saveur de l'année » ? Vous foncez. Mais savez-vous seulement qui a décrété ce gage de qualité ? D'éminents scientifiques qui auraient fait subir une

batterie de tests très sérieux aux produits candidats ? Absolument pas. Seulement quelques vous et moi, qui ont choisi sur catalogue et sans les essayer les articles qu'ils trouvaient les plus « attractifs »...

POISSON ASCENDANT MERCURE
Autant la mention OGM est obligatoire à partir de 0,9 %, autant les méthodes de culture ou d'élevage ne sont pas nécessairement spécifiées sur les emballages. Ne vous attendez donc pas à ce qu'on vous dise la teneur en mercure de votre saumon en papillote ou quels

pesticides finiront dans votre estomac une fois votre salade de fruits finie.
0 % DE... MAUVAISE CONSCIENCE
A bas la dictature du yaourt 0 % ! Il soulage notre conscience plus qu'il n'allège la quantité de lipides qu'on ingère... En plus, soyons honnête : quand c'est light, on en mange deux. Et ceux estampillés 20 % ne contiennent que trois grammes de matières grasses de plus, alors au diable les chiffres, et le goût avant tout.
LAURA HUYGHE

Une brigade contre le racisme

Vous êtes victime de discriminations et vous ne savez pas comment faire valoir vos droits ? La Ligue internationale de lutte contre le racisme et l'antisémitisme, la Licra, et la police girondine ont signé lundi une convention de partenariat pour accompagner les plaignants dans leurs démarches. Une convention inédite qui pourrait s'étendre à la France entière. Et notamment en partenariat avec d'autres associations, comme SOS Racisme, actuellement en dialogue avec la Licra.

Une brigade spécialisée sera désormais chargée de traiter ces plaintes. Caroline Daiguerse, la présidente de la Licra-Gironde, estime que ce nouveau dispositif, mis en place par la Direction départementale de la sécurité publique, permettra de « filtrer les plaintes recevables, de recevoir et de mieux informer les victimes. L'objectif est d'améliorer l'efficacité et le contrôle de ces procédures. » En mars 2007, un accord similaire avait été signé avec la gendarmerie. Depuis, les victimes peuvent y trouver affiches et tracts pour les informer sur les recours possibles.

Sur les sept affaires à caractère raciste enregistrées en Gironde l'an dernier, seulement cinq ont connu des suites judiciaires. Ces chiffres dérisoires témoignent des difficultés rencontrées par les victimes à demander réparation.

ANTOINE DELPIERRE
ET MAXIME MEYER

Sale temps pour l'air pur

Lundi, un premier pic de pollution a été mesuré à Bordeaux. Une nouvelle réglementation oblige désormais la préfecture à alerter la population sur les risques.

Météo clémente lundi à Bordeaux. Temps radieux pour les promeneurs. Mais sale temps pour leurs poumons. La préfecture enregistre le premier pic de pollution de l'année. Les micro-poussières en suspension dans l'air peuvent incommoder les personnes âgées, les nourrissons ou encore les asthmatiques. A tout le monde, les autorités conseillent de « limiter l'usage des véhicules non pourvus de filtres à particules ». Dans le box des accusés, la circulation automobile bien sûr, mais aussi le chauffage urbain, les industries et le secteur tertiaire. Rien que ça. Circonstance atténuante, « un anticyclone sans vent a provoqué l'accumulation des particules », selon Florence Peron, ingénieur d'études à l'Airaq, l'association

chargée de la surveillance de la qualité de l'air dans la région.

LE SEUIL D'ALERTE RELEVÉ

Il ne s'agit pas du premier pic de pollution enregistré dans l'agglomération bordelaise. Mais une nouvelle réglementation oblige les pouvoirs publics à lancer l'alerte lorsque les poussières dépassent 80 µg/m³. Le ministère de l'Environnement dont dépendent plusieurs associations de surveillance de la qualité de l'air, anticipe aujourd'hui le texte de loi sur l'information et les recommandations à la population. Même si, pour Florence Peron, « le niveau est rarement atteint et dépend de conditions météorologiques particulières », le seuil risque d'être dépassé plutôt deux fois

qu'une. Pour les spécialistes, c'est durant l'été qu'il faut être le plus attentif, lorsque les grosses chaleurs pointent leur nez.

Alors que l'Airaq vient de remettre un rapport satisfaisant pour la ville de Bordeaux, Alain Lhuillier, de l'antenne Gironde de l'Ademe, l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, n'y voit « pas de mystère ». Selon lui, les chiffres publiés sont comparables à ceux des autres grandes villes françaises : « Le pic est plus le révélateur d'une pollution constante qui appelle des solutions de fond. Ce que tout ça révèle, c'est qu'il est urgent de trouver des vraies réponses. »

ANTOINE DELPIERRE

Petit trafic entre amis : un an ferme

Lundi 28 janvier, un jeune caviste était jugé en comparution immédiate à Bordeaux pour trafic de stupéfiants. Il a été condamné à trois ans de prison, dont deux avec sursis.

Le regard fatigué par quatre jours de détention, l'homme se tient debout dans le box des accusés. Les bras croisés, il se tourne vers la présidente pour écouter le rappel des faits. Raphaël B., 31 ans, est accusé « de se livrer à un trafic de cannabis et de cocaïne à Bordeaux depuis au moins trois ans ». Il encourt jusqu'à dix ans d'emprisonnement. C'est la première fois qu'il comparaît devant un tribunal et son attitude s'en ressent. Il semble presque soulagé : « J'assume

pleinement cette partie de ma vie, madame le juge ». Difficile de plaider non-coupable après un flagrant délit, une perquisition et une garde à vue avec témoins à charge...

L'homme a été arrêté le 23 janvier, alors qu'il vendait de la cocaïne. Circonstance aggravante, on a retrouvé 1 200 € dans ses poches. « Une douzaine de clients vous achètent régulièrement trois à quatre grammes de cocaïne, poursuit la présidente, vous vendez même jusqu'à 15 grammes pour 1 000 € ». Mais Raphaël est un trafiquant un peu particulier. En 2003, il est propriétaire d'une cave à vin à Bordeaux. Très vite, il perd de l'argent. « La drogue, c'était pour faire du bénéfice et résoudre mes difficultés financières », assure-t-il. Il ne cache

pas avoir été un consommateur régulier avant de revendre des stupéfiants à ses amis, « pour seulement 25 % de marge ». « En plus, il les fournissait à crédit, souligne son avocat, c'est quand même assez rare pour un trafiquant ».

« Pas vu, pas pris, alors il devient encore plus audacieux, c'est finalement un engrenage assez classique », explique le substitut du procureur. Au final, le prévenu est condamné à trois ans de prison, dont deux avec sursis. « Ça veut dire un an ferme ? », demande Raphaël, le regard perdu. « Oui, réplique la juge, mais vous pouvez toujours demander un aménagement de peine ».

JONATHAN LANDAIS

Les mauvais rapports de Ford

L'usine Ford Blanquefort produit des boîtes de vitesses. Elle répond uniquement à la demande de la filiale nord-américaine. Quand Ford USA a dans l'idée de stopper tout partenariat, 1850 salariés tremblent.



« Aujourd'hui chacun se rejette la responsabilité de sortir Blanquefort du marasme », déclare Francis Wilsius. Photo Mélanie Favreau

« On nous a toujours dit qu'on était les meilleurs sur le marché et aujourd'hui on veut nous licencier. C'est l'incompréhension totale. » Francis Wilsius, le président du comité d'entreprise de Ford Blanquefort, est amer. Ford représentait, pour lui, l'ascension, pas la décadence. Les salariés feront tourner les chaînes de production de boîtes automatiques à cinq vitesses jusqu'en 2010. Après, l'entreprise fera produire des boîtes à six vitesses ailleurs. La

décision est tombée comme un couperet. Sans négociations, sans préavis. Aujourd'hui la tension monte. Après une première manifestation dans les rues de Bordeaux en décembre dernier, les syndicats organisent désormais des opérations de débrayages au coup par coup, histoire de ruiner la réputation de la marque automobile qui se dit « citoyenne ».

UNE SIMPLE ANNEXE
« Ford Blanquefort est un atelier

de production, une sorte d'annexe à l'usine américaine », explique Francis Wilsius. En tant que succursale, le site n'a aucune autonomie de gestion. « Le titre pompeux de PDG revient à un chef d'atelier qui n'a aucun pouvoir de décision. » Il ne fait que coordonner les ordres venus de plus haut. Seuls des ouvriers, syndicats et petits contre-maîtres forment le tissu industriel de Blanquefort et pas un seul technicien supérieur n'a été dépêché pour gérer un bureau d'étude. La légitimité de l'entreprise est instable et elle n'a pas d'autre choix que de répondre à son donneur d'ordres de Detroit.

MARASME

Cette situation est le résultat d'un véritable match de ping-pong entre le responsable du site et Ford USA. « Quand Alan Mullaly, venu tout droit de chez Boeing, a été nommé à la tête de Ford Monde en septembre 2006, il a dû se confronter aux difficultés financières de la marque aux Etats-Unis. Pour alléger la crise outre-Atlantique, il a annoncé le rattachement de l'usine de Blan-

quefort à Ford Europe en janvier 2007. Mais on ne modifie pas une stratégie comme ça, d'un claquement de doigts », dit-on au comité d'entreprise.

Aujourd'hui, chacun se rejette la responsabilité de sortir Blanquefort du marasme. A moins qu'ils ne se soient déjà enten-

Produire pour l'hybride : une solution

endus sur son sort : si le site mourrait à petit feu, personne n'aurait plus à s'en occuper.

Au milieu de ces querelles, l'usine de Blanquefort veut sortir de l'impasse.

Au CE, on ne manque pas de propositions. Les syndicalistes croient en un pôle de compétitivité en partenariat avec d'autres marques et l'université pour réfléchir à la voiture de demain. Une solution qui pourrait redynamiser la région. « On est tout petit au sein du géant Ford mais nos emplois méritent qu'on se batte pour eux, non ? »

MÉLANIE FAVREAU
ET VIRGINIE WOJTKOWSKI.

>> PLUS D'INFOS SUR
WWW.IMPRIMATUR.FR

“La Shoah, encore ?”

Comment vivre et survivre à un génocide ? Le Conseil représentatif des organisations juives de France et le centre Yavné de Bordeaux organisent, ce jeudi, une journée de conférences sur les enfants de la guerre à l'Athénée municipal. Shoah, Arménie, Rwanda, les intervenants s'interrogent sur les trois génocides du XX^e siècle. Psychiatres, historiens et ethnologues seront réunis pour étudier

la place des enfants dans la guerre et les traumatismes qui touchent les jeunes survivants. Ne pas laisser la compassion nous paralyser, tel est le défi des organisateurs comme Yoel Centner, du centre Yavné. « Se rouler dans l'horreur, c'est justement ce qu'il faut éviter. » La Shoah est une tragédie humaine, elle s'analyse. Le risque, c'est de la reléguer dans le passé, comme une incompréhensible

parenthèse dont tout serait déjà connu. Une enquête de l'académie de Versailles témoignait en 2003 de la difficulté à enseigner la Shoah, sujet parfois perçu comme « rebattu », sur lequel « il faut s'émouvoir ».

Antisémitisme ? Non. Pas question de minimiser la gravité de cette blessure de l'histoire. Au contraire, elle submerge. Le réflexe, selon Yoel Centner, c'est de « faire l'autruche », pour

ne pas pleurer d'impuissance. D'où la justification d'un colloque, qui prend l'autruche par le cou et la guide au-delà de l'émotion.

CATHY COLIN

Les Entretiens de Bordeaux, Les enfants de la guerre, réparer l'irréparable ? Jeudi 31 janvier de 9 h à 18 h à l'Athénée municipal Saint Christoly.

Rousset et Juppé à l'heure de la «com'»

Les responsables de la communication des deux principaux candidats à la mairie de Bordeaux jugent la stratégie du camp d'en face.

« Il y a une chose qu'on ne peut pas enlever à Alain Rousset, c'est qu'il a réussi à fédérer la gauche dans une ville installée à droite depuis plus de 60 ans, admet Gilles Boyer, le directeur de cabinet d'Alain Juppé. Il a aussi la chance d'avoir des intervenants de grande qualité à ses meetings, comme Bertrand Delanoë. » L'homme concède, sur ce point, une longueur d'avance à Alain Rousset. Quant au maire sortant, on sait, au PS, que son bilan est apprécié par de nombreux Bordelais. Treize années de pouvoir local qui, pour Matthieu Rouveyre, attaché de presse de la campagne du candidat socialiste, ont « complètement transformé la ville. Moi aussi, je suis fier de montrer à mes amis la place de la Bourse. Mais il faut savoir relativiser l'action du maire sortant. Il

n'a pas eu beaucoup de mal à réveiller la ville. Son prédécesseur, Chaban-Delmas, l'avait placée dans un profond sommeil ».

Bilan : un avantage à chacun des deux concurrents. Du coup, c'est sur d'autres terrains que l'on cherche à creuser la différence, et là, tous les coups sont permis.

Première offensive de Matthieu Rouveyre : « Juppé se sert des finances publiques pour sa campagne. Il ne respecte pas la loi électorale, qui interdit toute association entre les fonds de la mairie et ceux de la campagne. La casquette de maire ne doit pas être assimilée à celle



Gilles Boyer, directeur de cabinet. Photo Virginie Wojtkowski

du candidat six mois avant les élections ».

Diatribes à laquelle Gilles Boyer riposte : « Quand Rousset était maire de Pessac, on l'entendait souvent dire qu'on en faisait trop pour Bordeaux, il voulait plus d'investissements pour sa ville de périphérie... Et voilà qu'aujourd'hui, il dit exactement l'inverse ».

PHONING CONTRE INTERNET

Dans les estrades, les chargés de communication se disputent la palme de la stratégie gagnante. Et n'y vont pas avec le dos de la cuillère. Pour Rouveyre, « il y a peu d'idées bandantes chez Juppé ». « C'est mieux d'avoir un maire qui agit qu'un maire qui sourit », rétorque Boyer. Tous deux ont compris que, dans la dernière ligne

droite, la victoire sera à celui qui réussira à communiquer au mieux ses idées pour convaincre l'électorat bordelais. Dans ce jeu de séduction, les nouvelles techniques dites « de proximité » ont la cote. Tournée des cafés, meetings, immersion au cœur des quartiers ? Démodé ! Aujourd'hui, on communique avec et pour ses électeurs potentiels. L'opération « ticket de grattage » lancée par le staff socialiste fait découvrir le revers des belles façades bordelaises. De quoi répondre à la campagne de phoning initiée par l'équipe de Juppé afin de collecter les propositions et les critiques des habitants. Le créneau des nouvelles technologies n'a pas échappé aux candidats au départ. Reste à voir, à l'arrivée, qui engrangera les résultats.

ANTOINE DELPIERRE
MÉLANIE FAVREAU
VIRGINIE WOJTKOWSKI



Matthieu Rouveyre, attaché de presse d'Alain Rousset. Photo Antoine Delpierre

La phrase de la semaine

« Je suis satisfait de mon bilan vert », a affirmé Alain Juppé lors du conseil municipal lundi 28 janvier. Le même jour, une alerte à la pollution était donnée.

Duel sur la 3

France 3 Aquitaine accueille vendredi Alain Rousset et Alain Juppé pour un grand débat, à cinq semaines du premier tour des municipales. Un rendez-vous à ne pas manquer pour les deux poids lourds du scrutin municipal à Bordeaux.

Les téléspectateurs de France 3 Aquitaine pourront suivre vendredi, à 18 h 40, le face-à-face entre Alain Rousset et Alain Juppé. Économie, social, développement durable, « Bordeaux, métropole européenne », Alain Juppé défendra son bilan autour de ces quatre thèmes. Alain Rousset essaiera de convaincre de la nécessité d'un changement au Palais Rohan.

UN ADVERSAIRE D'ENVERGURE.

Se prêter au jeu du débat dans une élection locale est une première pour Alain Juppé. Habitué à cet exercice au niveau national, il n'avait jamais consenti à une confrontation à l'échelon local. Sa défaite aux dernières élections législatives l'a peut-être fait réfléchir. La présence d'un adversaire d'envergure en la personne d'Alain Rousset a fini de le convaincre.

« FAUT PAS SE RATER! »

Avec un temps de parole limité, les deux adversaires devront séduire les téléspectateurs et corriger leurs principaux défauts. Pour Laurent Lacaste, chargé d'animer le débat, « Alain Rous-

set devra rester concis. 40 minutes de débat, cela laisse seulement 3 minutes 30 de parole à chaque candidat pour chacun des quatre thèmes. Il faudra aller à l'essentiel ». Pour Alain Juppé, l'enjeu sera de retrouver la sympathie des électeurs et de trancher avec l'attitude arrogante qu'on lui prête souvent.

« LA BATAILLE DE BORDEAUX »

Les « petits » candidats ne seront pas conviés au débat. Contraintes techniques, faibles chances de peser sur l'élection, Laurent Lacaste justifie le choix de France 3 de privilégier l'affrontement Juppé-Rousset. « Une des principales raisons est aussi que nous diffusons sur toute la région. Et ce qui intéresse l'ensemble des Aquitains, c'est « la bataille de Bordeaux », entre le maire actuel et le président de la Région ». Le premier acte de cette bataille aura lieu vendredi soir sur France 3 et, par tirage au sort, c'est Alain Rousset qui aura le privilège d'ouvrir les hostilités.

MAXIME MEYER



Photo Maxime Meyer

L'IDÉE QUI VA CHANGER VOTRE VILLE

Défendre la mémoire des esclaves

Karfa Diallo poursuit son combat contre l'amnésie des Bordelais en matière d'esclavage



Le leader de Couleurs Bordelaises repart au combat. Celui-là se bat depuis longtemps pour que Bordeaux reconnaisse, enfin, sa participation active au commerce des esclaves au XVIII^e siècle. Son cheval de bataille : la richesse de Bordeaux ne s'est pas construite grâce au seul commerce du vin. Avec son association Divers-Cités, Diallo a beaucoup travaillé sur le sujet. Organisé des parcours « historiques » au cœur des rues bordelaises, ces rues qui portent le nom des hauts fonctionnaires liés au commerce des es-

claves. Portal, Saige sont de ceux-là. Selon Karfa Diallo, sans aller jusqu'à débaptiser les rues, on pourrait au moins y apposer des plaques expliquant le rôle de chacun dans ce passé obscurci.

Mais la mesure phare aux yeux du candidat, c'est l'ouverture prochaine d'un mémorial quai des Chartrons. Un espace de 2 550 m², musée dédié à la traite des Noirs, au cœur d'un parc en bord de Garonne. On y marchera en silence, à la rencontre de l'Histoire, dans l'atmosphère calme du recueillement. L'autre partie du site serait consacrée aux cultures antillaises et africaines, lieu d'expositions et d'espaces verts où l'on se pourra se promener.

Reste maintenant à savoir ce qu'il adviendra du projet une fois les élections passées. Karfa Diallo s'était présenté aux municipales en 2001 et avait obtenu 3,7 % des suffrages. Il s'est rallié cette fois-ci à Alain Rousset. Le programme du candidat socialiste sera dévoilé en début de semaine prochaine.

GÉRALDINE HOUDAYER
FLORENT PECCHIO

Rien ne sert de courir...

Assis sur l'un des symboles de la place de la Victoire, Jean-Pierre Roche déclamaient lundi la fable *Le lièvre et la tortue*. La tortue, c'est lui. Dans le rôle du lièvre, « les deux Alain ». La fable donne bien sûr l'outsider vainqueur, mais dans la réalité, rien n'est joué. Le leader du Parti citoyen écologiste européen s'est rallié à Marc Vanhove pour les municipales. Il a notamment proposé de transférer le Musée des Beaux-Arts sur la place de la Bourse, qui deviendrait alors... la place des Beaux-Arts.

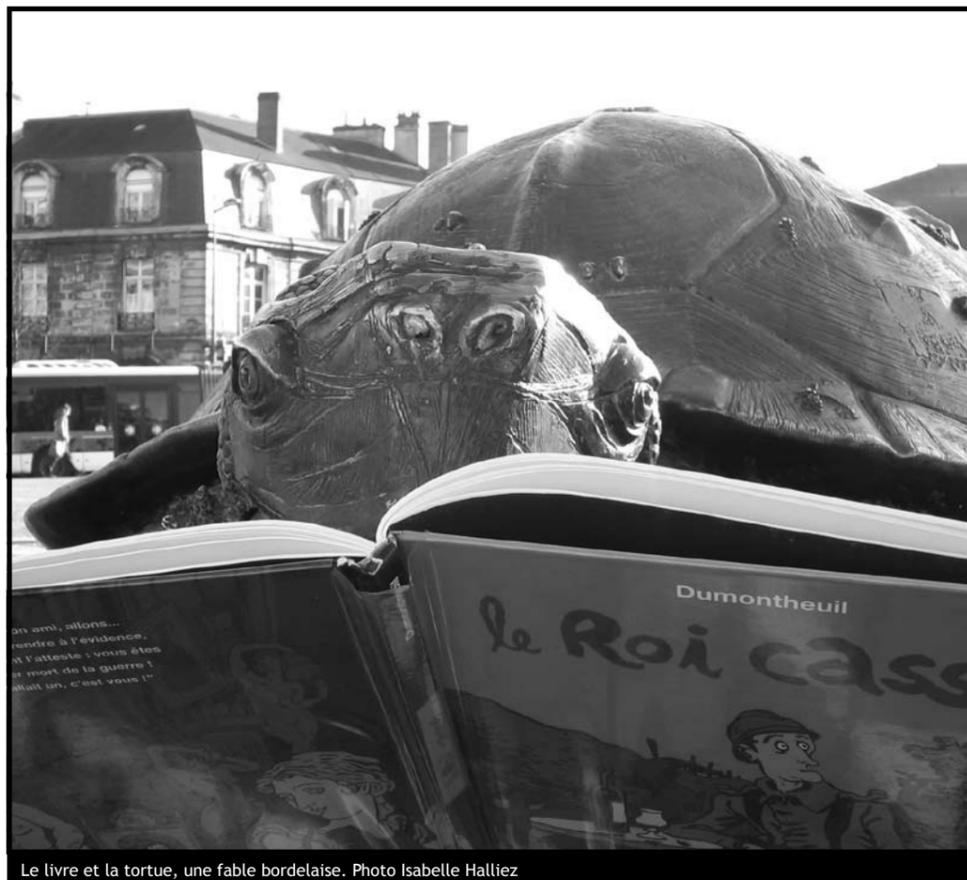
ANTOINE DELPIERRE

>> VIDÉO À VOIR SUR WWW.IMPRIMATUR.FR

Bordeaux, la bulle endormie

DOSSIER PAR ISABELLE HALLIEZ,
JONATHAN LANDAIS
ET JESSICA THOMAS

Petit voyage dans le monde caché mais bien vivant de la bande dessinée bordelaise.



Le livre et la tortue, une fable bordelaise. Photo Isabelle Halliez

En se promenant à Bordeaux à la recherche d'une BD, on se sent un peu perdu. Au centre-ville, une librairie spécialisée se cache à tous les coins de rue, mais il faut savoir ouvrir les yeux au bon moment. Rue Sainte-Catherine, par exemple, la librairie Bédélire est un repère pour n'importe quel bédéphile. Mais cette enseigne, une des plus anciennes de la ville, est menacée de fermeture. La BD à Bordeaux bulle discrètement, à l'image de la politique de la ville. Il y a trente ans, déjà, le maire de l'époque avait refusé le festival qui a fait par la suite la fortune d'Angoulême.

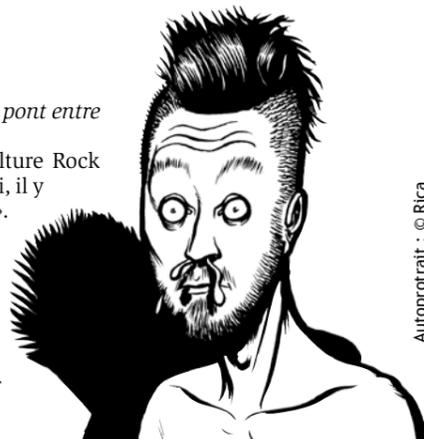
Depuis 2006, Bordeaux organise l'exposition « Bord'Images », pour donner un coup de chapeau à cet art de solitaires et permettre aux auteurs bordelais de se rencontrer. Mais cette exposition de planches originales suscite des réactions diverses. « Bord'Images, connais pas », « Pas de raison d'y aller », « C'est une manip' pour étoffer le dossier de candidature de la ville qui se verrait bien capitale européenne de la culture en 2013 »... A l'arrivée, auteurs et éditeurs ignorent souvent que Bordeaux est vraiment un pôle de la BD. En fait, 95 scénaristes et dessinateurs vivent et travaillent ici. Nous en avons rencontré quelques-uns..

Rica bouscule les cases

Cheveux blonds et allure désabusée dans une veste kaki, Rica, 29 ans, fume cigarette sur cigarette en regardant passer les gens. Dans la bande dessinée comme dans la musique, il veut « mettre un coup de pied dans la fourmière ».

Original de Dunkerque, ce scénariste et dessinateur de BD a effectué ses études à Angoulême. Il y a cinq ans, il débarque à Bordeaux et tombe sous le charme du disquaire Total Hea-

ven. Bassiste, il se produit à l'Inca avec Tanxxx, une amie auteure et musicienne. Pour lui, BD et musique sont un peu sœurs. On y retrouve un rythme, une respiration caractéristiques. « Retranscrire, c'est déjà un choix politique, un parti pris par rapport au monde qui t'entoure », affirme-t-il. Ses projets fleurissent dans les deux domaines : un concert en février, un album en cours de publication, et la réalisation



Autoprotait : © Rica

Une BD bordo-bordelaise... et totalement loufoque

« J'aurais beaucoup de mal à quitter Bordeaux, à moins que le niveau des eaux monte » sourit Matyo, le discret co-auteur des *Historiettes*. L'histoire du duo qu'il forme avec son acolyte Bast est intimement liée à celle de la ville. Ils se rencontrent en 2001, au Café BD de Bordeaux. « J'étais un des créateurs du lieu, précise Bast. Je travaillais sur l'histoire d'un gardien de tour seul au monde, mais je bloquais sur le scénario. Matyo était un client ». Résultat, *Le Gardien de la tour*, leur

première collaboration, est publié par Le Cycliste, une maison d'édition bordelaise, en 2004. C'est maintenant Bordeaux qui devient le thème de leur dernier album, *Les Historiettes*. Une description farfelue en dessins et en photos de certaines légendes de la ville. « Je tenais à parler de ma ville, à raconter ce qu'on a vu » explique Matyo. Il imagine aussi un autre Bordeaux, avec douze muses en haut du Grand théâtre, ou une Garonne transformée en parking géant. Tous deux nés à



Matyo et Bast posent place Camille Jullian. Photo Jonathan Landais

Bordeaux, Bast et Matyo pensent maintenant à quitter leur ville, mais seulement pour quel-

ques semaines. Le temps d'un voyage à Québec, pour ramener de nouvelles historiettes.

Burton, l'illustrateur venu d'ailleurs

Fin 2007, Jonathan Burton illustre un article de *Time Magazine* annonçant la mort de la culture française. Un comble pour cet artiste britannique, grand gamin de 35 ans, influencé entre autres par Marcel Duchamp et André Breton. « Je suis venu vivre à Bordeaux mais attention, je ne suis pas un traître à mon pays », sourit Jona-

than. Son inspiration, il la trouve dans l'illustration, qu'il voit comme un mélange surréaliste à base de collages. « Je préfère cette technique au dessin, c'est plus spontané, plus libre. » La technique, il l'a apprise grâce à deux professeurs du Royal College of Art, à l'université Kingston de Londres. En l'an 2000, après avoir peint les



Illustration de Jonathan BURTON pour *Time Magazine*, 3 déc. 2007

Un atelier relogé

L'électricité est arrivée le 24 janvier. Et ils n'ont pas tardé à allumer le chauffage pour faire sécher leurs planches... Alfred, Henri, Olivier, Richard et Régis, les cinq dessinateurs de la rue des Argentiers, vont pouvoir se remettre au travail. Le 11 janvier dernier, un incendie se déclarait dans l'immeuble qui abritait leur ancien atelier, au 10 rue des Argentiers. Planches de dessins, mobilier, matériel... les infiltrations d'eau ont causé d'importants dégâts. La mairie leur a trouvé une solution de repli. Ils ont emménagé dans la maison de l'octroi, située à l'angle du cours de la Somme et du boulevard Wilson. La mairie leur laisse trois mois pour retrouver un nouveau local.

décors de Noddyland, le parc d'attraction dédié à Oui-Oui, Jonathan décroche son premier contrat pour le *Daily Express*, « au bout du 35^e rendez-vous ». Puis c'est l'effet boule de neige : *The Times*, *Time magazine*, *New scientist*, *Psychology magazine*... Aujourd'hui, 90 % de ses employeurs sont anglais, américains ou australiens. Il y a un an, il est venu rejoindre sa femme et sa fille à Bordeaux. Depuis, le travail ne manque pas : « Les éditeurs londoniens trouvent que c'est romantique de vivre en France », sourit Jonathan. Comme quoi, la culture française n'est pas morte.

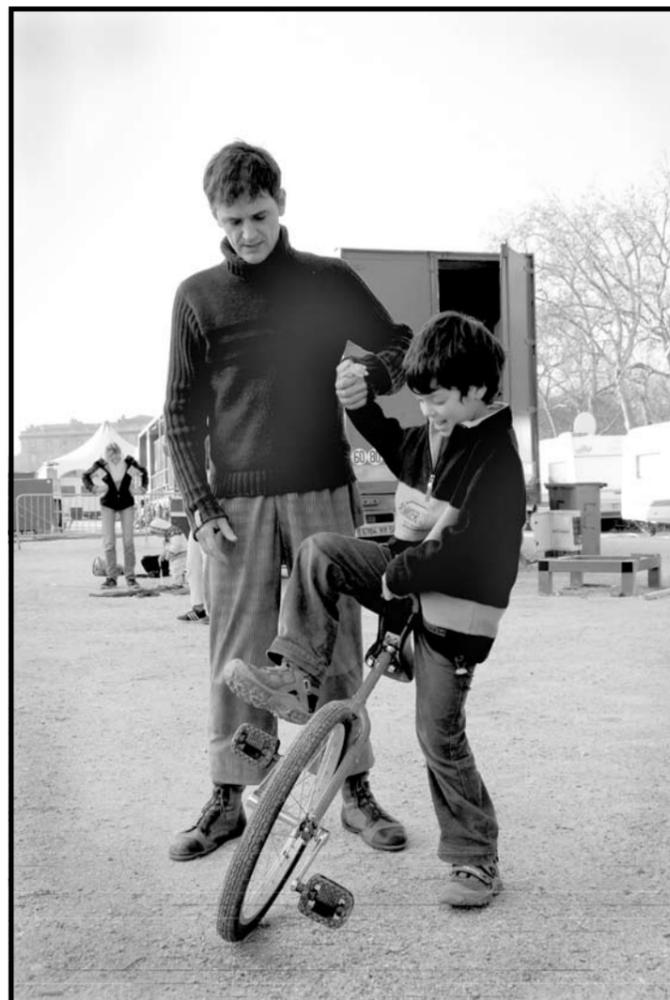
>> REPORTAGE
À ÉCOUTER SUR
WWW.IMPRIMATUR.FR

Enfants de la balle

Place des Quinconces à Bordeaux, quelques pas séparent la caravane de l'école et le grand chapiteau Gruss. Rencontre avec des gamins habités par l'esprit du cirque.

>> PLUS DE PHOTOS SUR WWW.IMPRIMATUR.FR

Dans une remorque de camion aménagée en salle de classe, Martine, une ancienne directrice d'école passionnée de cirque, assure la permanence des cours pendant les onze mois de tournée. L'apprentissage scolaire des enfants est désormais confié à un professeur agréé par l'Education nationale. Une évolution bienvenue pour les enfants comme pour les parents, mais qui n'en constitue pas moins un petit choc des cultures.



Les petites différences avec les autres enfants ne se résument pas à apprendre le monocycle au lieu du vélo traditionnel. Leur professeur décrit des enfants « *dévorés par le spectacle* ». « *Ils sont un peu plus dispersés que la moyenne des gamins de leur âge, mais ils sont aussi plus créatifs* », raconte Martine. Les enfants reçoivent ici une éducation moins conventionnelle, mais plus pratique. A dix ans, la plupart parlent déjà plusieurs langues et ils savent installer les câbles d'alimentation de leurs maisons mobiles.



Justin (en arrière-plan) lance à la cantonade « *c'est pas normal de vivre dans une maison !* ». Il ne sait pas encore s'il fera du cirque, mais il a déjà monté un numéro avec une chèvre dressée par ses soins. Une fierté pour la famille. Pendant la récré, les enfants affichent un visage heureux. Très exposés aux médias, ils ont dû apprendre à s'adapter. Un peu cabotins, ils jouent volontiers à cache-cache avec les photographes.

« *Ce n'est pas essentiel d'être le premier à l'école, tant que les enfants apprennent à se débrouiller et qu'ils sont heureux* », déclare Mathieu, papa de trois enfants. Ces jeunes rêveurs, épris de liberté, grandissent les yeux rivés sur le grand chapiteau.

TEXTE STEPHANE RAES
PHOTOS YANN SAINT SERGIN

Coupable idéal

Le trader fou. C'est sous ce nom qu'on désigne désormais Jérôme Kerviel, cet homme qui, selon Daniel Bouton, le PDG de la Société Générale, aurait fait perdre 4,9 milliards d'euros à sa banque. L'affaire éclate la semaine dernière. Immédiatement, la machine médiatique s'emballe. Les titres de la presse écrite et audiovisuelle ne laissent aucun doute : un trader fou a brûlé, seul, 5 milliards d'euros. La photo du courtier, fournie par la Société Générale, est diffusée partout. Les psychiatres se succèdent sur les plateaux, expliquent le syndrome de l'accro à la bourse. L'homme discret, un peu mal dans sa peau, est le coupable idéal.

DISTANCE

Dans leur précipitation, nos confrères oublient que la loi dispose pourtant que toute personne accusée d'un délit est présumée innocente jusqu'à ce qu'une décision de justice la déclare coupable. Et puis, finalement, d'heure en heure, les choses évoluent. Les experts ès finances, et les journalistes avec eux, s'interrogent et prennent leurs distances avec la version donnée par le PDG de la Société Générale.

L'EXEMPLE D'OUTREAU

Au cœur de cet emballage médiatique, une voix se fait entendre, celle de Florence Aubenas. La journaliste a rappelé samedi, sur Canal Plus, que cette présomption d'innocence était une fois de plus largement bafouée. La même Florence Aubenas, qui avait écrit un livre sur la responsabilité des médias dans l'affaire d'Outreau. Lors de ce scandale, des innocents avaient été jetés en pâture aux médias. La profession en aurait tiré les conséquences.

GÉRALDINE HOUDAYER

France Télévisions : la pub dans le brouillard

L'annonce de la fin de la publicité à la télévision publique par Nicolas Sarkozy a pris tout le monde au dépourvu. Premiers concernés, les chefs de pub et les annonceurs s'interrogent. Etat des lieux auprès de la régie publicitaire de France 3.

Avant toute chose, ils voudraient en savoir plus. Pas question de prendre des décisions tant que ce projet n'est justement... qu'un projet. Supprimer la publicité sur France 3, c'est mettre 280 personnes au chômage, et retirer un milliard d'euros de recettes aux chaînes.

Pour Jean-Michel Barrailh, directeur publicité de France Télévisions Grand Sud, tout peut être envisagé : « *On imagine une fin progressive de la pub, pas une suppression totale... mais on n'en sait rien. L'idée a été lancée sans être éprouvée* ». Pour lui, une chose est sûre : ce serait catastrophique pour l'économie locale. Les prix des spots publicitaires ont explosé ces dernières années et continuent d'augmenter. Il y a fort à parier que seuls les grands groupes nationaux pourront s'offrir ce

luxé. Parmi les 600 annonceurs actuellement clients de France 3, ce sont d'abord les PME régionales qui souffriront de ce déficit de communication. Pour l'heure, on reste néanmoins serein du côté des annonceurs locaux. Diffuser des messages publicitaires sur France 3 ne représente qu'une part de la palette qui leur est fournie pour communiquer. « *On pourra encore diffuser des spots sur TV7, mais aussi à la radio et dans la presse locale* », expli-

que le service communication de l'aéroport de Bordeaux. Pour le moment, les employés de la régie publicitaire de France 3 ont la tête ailleurs. Ils craignent que leur avenir se déroule du côté de l'ANPE. Cécile Dubourg, en poste à Bordeaux, ne se fait pas d'illusions. Et avoue, seule certitude dans cette histoire, qu'elle « *aura plusieurs pistes de reconversion avant de partir en vacances cet été* »...

FLORENT PECCHIO



“Un vrai recul de la démocratie”

Trois questions à Yannick de Solmignac, délégué du Syndicat national des journalistes à France 3 Aquitaine.

L'Elysée réfléchit à l'idée d'un démantèlement de France 3. Les stations régionales seraient vendues à la presse régionale. Que représente pour vous une telle annonce ?

C'est un « montage » entre la Presse quotidienne régionale (PQR), le Conseil régional et le Conseil général. Ce n'est pas la première fois que la presse écrite veut goûter aux plaisirs de l'audiovisuel. L'idée de confier une partie de la télévision publique à la presse régionale

avait déjà affleuré en 1986. Les patrons savent qu'ils peuvent y trouver leur compte : la PQR peut engranger des recettes publicitaires énormes.

Quelle est votre crainte ?

Mais c'est un vrai recul de la démocratie ! En tant que citoyen, je trouve ça inconcevable de n'avoir qu'une seule source d'information régionale en 2008. Et puis, la connivence entre la presse et le Conseil régional n'est pas saine. Les journalistes qui travailleront dans ces télévisions ne seront pas indépendants des élus.

Cela aurait-il des répercussions sur l'emploi ?

Oui, c'est certain. En tout, ce sont 300 personnes qui travaillent à France 3 Aquitaine, des journalistes au personnel technique. La presse régionale liée à France 3 cherchera sans doute à être plus productive, à proposer un traitement similaire pour l'écrit et la télévision. A long terme, on peut craindre une réduction des effectifs. La direction de France 3 a envoyé un courriel pour rassurer ses salariés. Mais elle n'en sait pas plus qu'eux... Pour le moment, cette idée est surtout une sorte de « test » mis à l'épreuve du public.

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE DAUTRICHE